

Jeunesses et politique. Tome 1 : Conceptions de la politique en Amérique du Nord et en Europe sous la direction de Raymond Hudon et Bernard Fournier, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, Paris, L'Harmattan, 1994, xi-548 p.

Jeunesses et politique. Tome 2 : Mouvements et engagement depuis les années trente sous la direction de Raymond Hudon et Bernard Fournier, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, Paris, L'Harmattan, 1994, xii-454 p.

Guy LeCavalier

Numéro 25, hiver 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040347ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040347ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (imprimé)

1918-6592 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

LeCavalier, G. (1994). Compte rendu de *Jeunesses et politique. Tome 1 : Conceptions de la politique en Amérique du Nord et en Europe* sous la direction de Raymond Hudon et Bernard Fournier, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, Paris, L'Harmattan, 1994, xi-548 p. / *Jeunesses et politique. Tome 2 : Mouvements et engagement depuis les années trente* sous la direction de Raymond Hudon et Bernard Fournier, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, Paris, L'Harmattan, 1994, xii-454 p.] *Revue québécoise de science politique*, (25), 164–168. <https://doi.org/10.7202/040347ar>

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éerudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Jeunesses et politique. Tome 1 : Conceptions de la politique en Amérique du Nord et en Europe.

xi-548 pages.

Jeunesses et politique. Tome 2 : Mouvements et engagement depuis les années trente.

xii-454 pages.

sous la direction de Raymond Hudon et Bernard Fournier,
Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, Paris,
L'Harmattan, 1994.

Les textes de ce recueil appartiennent à diverses disciplines et rendent compte des réalités de pays et de groupes nationaux variés. Certains n'auraient eu qu'une diffusion limitée ou seraient même restés inaccessibles aux lecteurs francophones sans cet heureux projet de Raymond Hudon et Bernard Fournier.

De ces textes se dégage une image de la jeunesse contemporaine qui est loin d'être monolithique et ce, malgré les grands courants qui traversent nos sociétés et dont elle fait partie. Ce recueil va sans doute encourager des lecteurs à nuancer certaines de leurs idées. L'apolitisme dont ces jeunes sont taxés pourrait bien être, par exemple, le miroir d'une société plutôt que le seul reflet d'une génération et n'être pas nécessairement synonyme d'apathie.

Les deux tomes sont composés de trente-trois articles. Il va de soi qu'une analyse critique de chacun serait, en si peu d'espace, une tâche insurmontable. Je me contenterai donc d'en tracer les lignes très générales.

À l'exception des essais plus théoriques de Raymond Hudon et de Sven Mørch, les textes du tome I rapportent surtout des résultats d'enquêtes, de sondages ou d'analyses de contenu. Mørch insiste sur l'importance de situer le comportement politique des jeunes dans un contexte sociopolitique spécifique et Hudon suggère que leur rejet de l'action politique est peut-être moins radical et plus complexe à saisir qu'on ne pourrait le croire de prime abord.

L'absentéisme des jeunes, selon Jean Crête, ne devrait pas être interprété comme une crise de génération. D'ailleurs, les différences qu'il décèle entre les électeurs canadiens de moins de 30 ans et leurs aînés relativement à l'évaluation des partis ou des chefs politiques et à l'attachement partisan seraient souvent négligeables. Sur la scène québécoise, Françoise Ouellet montre qu'après 1976 le taux d'insatisfaction est moins élevé chez les moins de 25 ans que chez leurs aînés alors que c'était l'inverse entre 1960 et 1976. Il faut dire qu'après 1976 les *baby-boomers* atteignaient ou dépassaient déjà la trentaine. Jean-H. Guay et Richard Nadeau vont même jusqu'à conclure que la jeunesse contemporaine n'a plus de projet de société contrairement à celle de la fin des années soixante, portée qu'elle était par un nationalisme véhiculé par le PQ, alors un jeune parti. Il n'est donc pas surprenant que, selon l'étude de Hudon et Benoît-Paul Hébert, les jeunes ne se perçoivent plus comme porteurs d'intérêts réels.

Paule Duchesneau, Réjean Landry et Jean Crête constatent que cette désillusion est peut-être aussi liée au fait que les partis politiques provinciaux tendent, à bien des égards, à négliger les intérêts des jeunes dans leurs programmes. Dans le second tome, Duchesneau, Landry et Vincent Lemieux examinent l'adéquation entre les promesses des partis et leur concrétisation une fois que l'un d'eux accède au pouvoir et ils notent que cette adéquation est loin d'être parfaite.

En France, selon une étude d'Annick Percheron, le droit au travail et à l'éducation, c'est-à-dire ce qui touche à l'affranchissement, prime, chez les jeunes, les libertés civiques et politiques. Anne Muxel spécifie que l'engagement de ceux qui sont inscrits à des écoles de métiers est de plus en plus orienté vers la défense d'intérêts sectoriels que vers de grandes luttes politiques, phénomène qui pourrait bien s'étendre à une couche plus large de cette génération. D'ailleurs, Claude Tapia et Catherine Lange montrent que le concept de génération comme pôle identitaire s'était déjà affaibli vers la fin des années soixante-dix et que dès le milieu des années quatre-vingt l'idéologie qui soudait encore les cohortes précédentes s'est enfin effritée. Au point où, nous

dit Geneviève Coudin, l'image que se font les jeunes Parisiens des grands courants de pensée (du capitalisme au communisme) est sommaire et liée à un contexte social et conjoncturel fort limité. Ce sont les jeunes stagiaires et les salariés, selon Tapia et Lange, qui adoptent des attitudes homogènes et cohérentes, ce qui semble indiquer l'importance du travail, en France du moins, sur la structuration des idées politiques.

En Belgique, les jeunes francophones, selon Rudolf Rezsohazy, n'ont jamais été très engagés, même au cours des périodes les plus effervescentes, et l'on devrait parler davantage d'une évolution vers des intérêts plus sélectifs, nous dit Lucy Baugnet, que de dépolitisation.

L'intérêt pour la politique n'est pas plus développé au sein de la jeunesse grecque ou espagnole. Selon Maria Pantelidou-Maloutas et Ilias Nicolacopoulos, les jeunes ne croient même pas que les décisions politiques exercent un impact sur eux et José Romay Martínez parle d'une génération politiquement apathique pourtant tournée vers la liberté, l'antimilitarisme et l'environnement.

Enfin, deux études comparatives montrent qu'aux États-Unis, en France et au Canada les tendances de droite ou de gauche exercent une influence négligeable sur la perception que les jeunes se font de l'histoire (Jean Laponce) alors que le contenu des revues pour jeunes a tendance à se dépolitiser (Simon Laflamme et François Boudreau).

Que la politique ne soit pas au centre des activités de la jeunesse contemporaine n'est pas nouveau. Mais comme le montrent les textes du tome II, le désengagement des jeunes ne signifie pas nécessairement qu'ils ne s'impliqueront pas plus tard dans la chose politique. Hudon se demande, d'ailleurs, s'il n'y aurait pas déjà des esquisses de solutions dans les nouveaux mouvements sociaux à la crise que traversent présentement les sociétés industrielles.

Au Québec, la Jeunesse étudiante catholique (JEC) des années quarante a été, selon Bernard Fournier, un agent de socialisation politique, même si ce militantisme ne passait pas par le politique. De ce mouvement, en effet, a émergé un engagement dans des domaines aussi divers que le

syndicalisme, le journalisme, l'action sociale et la politique qui ont jeté des bases à la Révolution tranquille.

Avant eux, les mouvements étudiants des années trente au Canada avaient été, selon Paul Axelrod, à l'avant-garde de la lutte pour les droits civils et des minorités, même si ce militantisme n'affecta qu'une faible proportion de la population étudiante.

Durant les années soixante, la jeunesse s'est engagée davantage et plus massivement dans un projet de société. Madeleine Gauthier montre que ce mouvement au Québec s'est tourné vers la syndicalisation du milieu étudiant, la demande du droit de vote à 18 ans, la création de fédérations étudiantes, l'organisation d'un front commun sur la gratuité scolaire. Ce fut aussi une période de manifestations de masse et d'éclatement de structures existantes comme en témoignent les crises au sein de la JEC, de l'AGEUM et du *Quartier Latin*.

Avec les années soixante-dix, nous dit Louise Quesnel, le milieu étudiant est secoué par la crise d'Octobre. Le militantisme ne meurt pas pour autant, mais quitte la grande scène québécoise et politique pour se replier sur des enjeux plus modestes autour de la ville et surtout, peut-être, de l'université.

Selon l'analyse de Johanne Charbonneau, les jeunes des années quatre-vingt sont tiraillés entre la liberté et le confort, préoccupés par le désir de travailler, le sentiment que le monde adulte les méprise à un tel point qu'ils se croient incapables d'influencer la politique. L'étude de Pierre Noreau nous décrit aussi une jeunesse portée vers l'individualisme, la dépolitisation et le désengagement. Quand certains de ses membres se mobilisent, c'est en dehors des structures politiques et syndicales, animés par des préoccupations relatives à leur insertion professionnelle et à la quête d'un statut valorisant.

Jean-Pierre Augustin montre, qu'en France, et ce dès 1936, les initiatives des organisations de jeunesse firent partie de projets politiques et devinrent dépendantes du financement de l'État. Bousculées par les transformations et les crises de la société, diverses idéologies qui s'y sont développées ont bientôt été à la source de conflits internes et d'éclatements

pour aboutir finalement à une plus grande autonomie vis-à-vis de l'État.

Sybille Hübner-Funk présente la jeunesse hitlérienne comme une génération meurtrie, mais en grande partie responsable du processus d'unification de la RFA et de la RDA. Sévèrement jugée par la génération de 1968, ce n'est que maintenant qu'un examen scientifique commence à mettre fin à un camouflage historique.

L'expérience des sociétés de l'Europe de l'Est est loin d'être homogène. Günter Lange souligne que la jeunesse est-allemande des années quatre-vingt a participé aux manifestations de 1989, même si elle n'en a pas été le moteur. Ildikó Szabó nous donne, par contre, le portrait d'une jeunesse hongroise si peu socialisée à la démocratie et nourrie par une crainte si profonde de l'autorité que, même après 1989, elle s'est tenue à l'écart des mouvements. La situation est différente en Bulgarie où, selon Mira Ivanova, les jeunes sont, dans leur action, plus radicaux que leurs aînés même quand leurs attitudes politiques sont comparables.

Enfin, Bruno P. Munier montre qu'à plusieurs reprises, la jeunesse chinoise a été à l'avant-garde de la contestation, qu'il s'agisse des événements de 1919 et de 1925 ou du printemps de Pékin.

Bref, ce recueil suggère de nombreuses pistes pour des études plus poussées et des synthèses plus riches et fructueuses que les vues, souvent simplificatrices et inspirées par un sentiment de nostalgie, que nous ont laissées les années soixante.

Guy LeCavalier
Université Concordia